

tionale de poursuivre les efforts diplomatiques et la recherche d'une solution pacifique à cette crise.

Ce fut l'une des nombreuses occasions où nous avons pu faire appel à la relation bilatérale que nous entretenons avec les États-Unis, une relation que certains tournent en ridicule, mais une relation qui nous permet cependant d'exercer une grande influence sur une superpuissance. Dans ce cas précis, nous avons utilisé cette relation pour encourager les États-Unis à tenter de régler ce problème de concert avec le reste du monde.

Deuxièmement, nous avons joué un rôle extrêmement actif aux Nations Unies dès le commencement de la crise. Cette fois encore, les États-Unis ont été tentés de faire cavalier seul, de ne pas agir sous les auspices des Nations Unies. À nouveau, le Canada a dit que c'était une erreur. Que si l'on voulait que cette crise soit réglée efficacement et avec autorité, il fallait que cela se fasse sous l'égide et dans le cadre du mandat des Nations Unies. D'autres États ont recommandé la même approche. Finalement, les États-Unis ont résolu d'agir dans le contexte de l'ONU. C'est pourquoi le débat d'aujourd'hui ne porte pas sur ce qu'une nation pourrait faire, mais plutôt sur la question de savoir si ce pays appuiera les mesures que les Nations Unies ont décidé de prendre.

Nous avons aussi, évidemment, contribué très activement aux travaux des Nations Unies : en coparrainant les résolutions du Conseil de sécurité et, ce qui est encore plus important, en les préparant et en cherchant des moyens qui permettraient de rendre ces résolutions, et d'autres, acceptables à tous les États membres.

Troisièmement, étant donné notre poids en tant que puissance industrielle ayant des relations avec le Tiers monde, le Canada a entrepris une série d'initiatives s'appuyant sur l'idée que si Saddam Hussein acceptait d'écouter quelqu'un, ce serait bien plus vraisemblablement les autres chefs d'État du Tiers monde que ceux des pays développés.

Le Premier ministre a rencontré M. Perez de Cuellar à New York lorsqu'il s'y trouvait en qualité de coprésident du Sommet mondial pour l'enfance. Il lui a alors présenté une proposition tenant compte du fait que les principales victimes de cette invasion ne se trouvent pas exclusivement au Koweït. Ce sont aussi tous les pauvres du Tiers monde, ceux du Zimbabwe, du Bangladesh et des autres pays qui dépendent bien plus que nous de réserves de pétrole sûres et relativement bon marché. Beaucoup de ces pauvres sont musulmans. Beaucoup d'entre eux sont des gens dont le sort devrait directement intéresser Saddam Hussein.

Nous avons cependant compris que ces pays pouvaient plaider leur cause bien mieux que nous. Notre Premier ministre a